



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DELIBERATION 2014-038 - Avenant n°6 au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

Séance du Comité syndical du 6 novembre 2014

EXPOSÉ DES MOTIFS

Cet avenant n°6 en annexe porte notamment sur les points suivants : l'extension du périmètre de la Concession, le report de la date limite d'option de réduction de la durée de la concession, la modification de la fréquence de facturation des pénalités en cas de non-respect des critères de performance, la modification du montant de la subvention d'investissement pour les stations situées sur les périmètres hors voirie, la modification du délai de paiement des subventions d'investissement, la modification de la date de révision des redevances d'occupation et des redevances pour frais de contrôle, la modification des dates de réalisation des objectifs relatifs à la réalisation des stations en voirie et hors voirie et la fréquence de réunion du Comité de Suivi.

1. Modification de la Limite et du Périmètre de la Concession

Le Concédant a proposé au Concessionnaire, qui l'a accepté, d'étendre les limite et périmètre de la Concession afin d'intégrer dans celle-ci les communes de Clichy sous-bois, Montfermeil, Le Chesnay et Verrières-le-Buisson.

2. Report de la date l'imate de réduction de la durée de la Concession

A la demande d'Autolib' Métropole, le concessionnaire accepte de repousser au 31 décembre 2015 la date limite à laquelle Autolib' Métropole aura la possibilité d'exercer l'option de réduction de la durée de la Concession permettant de la ramener à 120 mois dans les conditions fixées par l'article 3 de la Convention.

La demande d'Autolib' Métropole a été motivée par le fait que les délais de production d'un Plan d'Affaires Actualisé intégrant les comptes sociaux 2014 certifiés par le Commissaire aux comptes du Concessionnaire et approuvés par l'Assemblée Générale des actionnaires du Concessionnaire ne seront pas disponibles avant le 4 mars 2015 et qu'en conséquence, il ne sera pas possible de statuer sur l'éventuelle réduction de la durée de la concession avant cette date.

3. Fréquence de facturation des pénalités en cas de non-respect des critères de performance

L'article 27.2 de la Convention de Concession stipule que les pénalités dues au titre du non-respect des objectifs de performance sont payables mensuellement à terme échu le dernier jour du mois par différence entre les pénalités et les bonus du mois en cours. Or le calcul des bonus / malus doit se faire de manière contradictoire et après une analyse détaillée ce qui rend leur paiement

incompatible avec une récurrence mensuelle. Afin de réduire la charge du personnel affecté au calcul mensuel des objectifs de performance et de la facturation des éventuelles pénalités y afférentes, les Parties ont émis le souhait commun que la fréquence de la facturation puisse être semestrielle au lieu de mensuelle.

4. Modification du montant de la subvention d'investissement pour les stations situées en parking

Le concessionnaire a fait part au concédant des surcoûts engendrés par l'installation des stations en parking (constitution des dossiers de demandes d'autorisations administratives, installation d'infrastructures nouvelles afin de permettre l'accès automatique des véhicules Autolib' dans ces parcs, démontage sans dommage aux infrastructures, etc.). Après des discussions nombreuses entre les Parties au cours des différentes réunions du Comité de Pilotage, le Concédant a proposé au Concessionnaire de relever, avec effet au 1er mars 2012, le plafond du montant de la redevance d'investissement tel que modifié par l'article 10 de l'avenant n°1 à la Convention de Concession et d'aligner ce relèvement sur les plafonds fixés respectivement aux articles 42.1 et 42.2 de la Convention.

5. Modification du délai de paiement des subventions d'investissement

Autolib' Métropole a fait part de ses contraintes quant au paiement de la subvention d'investissement dans un délai de 15 jours prescrit par l'article 42.3 de la Convention en ce qui concerne les acomptes. Les Parties se sont accordées pour porter ce délai à 30 jours.

6. Modification de la date de révision des redevances d'occupation et des redevances pour frais de contrôle.

Conformément aux dispositions des articles 45.1 et 45.2 de la Convention, la date de révision des redevances d'occupation et pour frais de contrôle est fixée annuellement à la date anniversaire de la Notification de la Convention, soit le 4 mars.

Afin de permettre une meilleure cohérence avec l'ensemble des autres dispositions de la Convention, les Parties ont souhaité fixer au 1^{er} janvier de chaque exercice la date de révision des redevances d'occupation et pour frais de contrôle.

7. Réalisation des objectifs relatifs aux Stations en voirie et parking

Afin de tenir compte notamment du retard pris dans le déploiement des stations en ouvrage compte tenu des réserves de la Préfecture de Police et des nouvelles stations à construire dans les collectivités ayant récemment adhéré, il est proposé d'actualiser les dates de livraison des stations concernées.

Ainsi, la livraison du solde des 7 Espaces Autolib' n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 31 mai 2014, est reportée à la date du 1er décembre 2015.

La livraison du solde des 105 stations en voirie n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 1er juin 2014, est reportée à la date du 1er décembre 2015.

La livraison du solde des 125 stations en parking n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 31 mai 2014, est reportée aux dates suivantes :

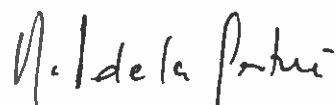
- 1er décembre 2015 : 50 dont 40 à Paris
- 1er décembre 2016 : 30 dont 10 à Paris
- 1er décembre 2017 : 25 stations à Paris
- 1er décembre 2018 : 20 stations à Paris

8. Fréquence de réunion du Comité de Suivi

L'article 69 de la Convention de Concession stipule que le Comité de Suivi échange sur une base régulière d'une réunion tous les 45 jours sur les conditions de réalisation de la Concession. Afin de s'adapter au rythme de la Concession qui est entrée dans sa phase d'exploitation, les Parties ont émis le souhait commun que la fréquence de réunion du Comité de Suivi soit portée à 90 jours. .

Je vous prie, mes cher(e)s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente du Comité syndical,



Marie-Pierre de La GONTRIE

DELIBERATION 2014-038 - Avenant n°6 au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

Séance du Comité syndical du 6 novembre 2014

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat Autolib',

Vu les statuts d'Autolib' Métropole,

Vu le contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signé le 25 février 2011,

Vu l'avenant n°1, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 10 février 2012,

Vu l'avenant n°2, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 21 novembre 2012,

Vu l'avenant n°3, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 28 novembre 2012,

Vu l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 26 février 2013,

Vu l'avenant n°5 au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 17 octobre 2013,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique : La Présidente est autorisée à mettre au point et à signer l'Avenant n°6 au Contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

La Présidente du Comité syndical,



Marie-Pierre de La GONTRIE